

TSAS : Explorer les dimensions légales et sociales de la radicalisation  
Le 3 décembre 2014 – Hôtel Marriott Ottawa, Salle de bal sud – Ottawa, Ontario

Tenu à Ottawa, en présence de chercheurs affiliés au TSAS ainsi que de représentants de sept ministères et agences du gouvernement du Canada, cet atelier d'une journée a examiné les aspects légaux et sociaux de la radicalisation vers la violence. Les deux premières sessions ont été conçues pour appuyer deux nouveaux projets de recherche TSAS sur la lutte contre la violence extrémiste, financés par le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité (PCSS) : 1) la tendance émergente des « combattants étrangers »; et 2) le rôle des forums en ligne dans le processus de radicalisation. Ces sessions ont appuyé le lancement formel de deux projets de recherche TSAS. En plus de ces deux sujets, le nouveau programme de « lutte contre l'extrémisme violent » de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a été présenté.

### Combattants étrangers

La discussion sur les combattants étrangers entourait à la fois les dimensions coercitives du droit et les soi-disant dimensions « douces » de la radicalisation, c'est-à-dire les facteurs psychosociologiques et biographiques contribuant à la radicalisation des individus, et les facettes de désengagement et de campagnes de déradicalisation.

La première présentation a décrit l'applicabilité (ou l'inapplicabilité) du régime juridique antiterroriste actuel concernant le phénomène des « combattants étrangers », et a présenté un argument sur la façon dont la loi de neutralité canadienne pourrait être mise à jour afin de faire face, d'un point de vue légal, au problème de manière appropriée. Bien qu'ils soient souvent confondus, les combattants étrangers, la radicalisation et les activités terroristes (telles que définies dans le Code criminel du Canada) sont trois phénomènes distincts, et la loi antiterroriste actuelle n'est pas bien adaptée pour faire face aux activités qui ne sont pas étroitement liées à l'activité terroriste réelle. Actuellement, la loi de neutralité canadienne, la Loi sur l'enrôlement à l'étranger, est obsolète, et l'étendue des infractions terroristes du Code criminel est trop étroite pour s'attaquer de manière appropriée au problème des combattants étrangers. Bien qu'élargir la préemption criminelle (c'est-à-dire rendre illégal un plus grand nombre d'infractions avec une proximité décroissante à l'acte terroriste) ne soit pas conseillé à un niveau général, elle *devrait* être révisée afin de rendre illégale une plus grande partie de l'activité des combattants étrangers. Jusqu'ici, le seul pays à avoir fait des progrès dans ce domaine est l'Australie, qui a révisé sa loi de neutralité et introduit de nouvelles dispositions dans son droit criminel pour empêcher les Australiens de pénétrer dans d'autres états « avec l'intention de s'impliquer dans une activité hostile ». Le Canada pourrait et devrait suivre une approche juridique similaire. La discussion qui a suivi a porté sur la question de savoir si la loi de neutralité allait servir d'effet dissuasif pour les combattants étrangers ou si elle allait principalement contribuer aux poursuites contre les combattants étrangers à leur retour.

La présentation sur les dimensions « douces » de la radicalisation des combattants étrangers a été principalement basée sur l'expérience des Pays-Bas avec les combattants étrangers, mais avec des leçons généralisées pour tous les pays faisant face au problème. L'idée des combattants étrangers n'est pas nouvelle, mais elle est à la hausse, en particulier depuis 2012. Les responsables politiques doivent maintenant faire face non seulement aux djihadistes se rendant à l'étranger et ceux retournant à la maison, mais aussi aux aspirants combattants étrangers qui ont été empêchés de quitter leur pays d'origine, et autres alliés et facilitateurs nationaux.

En se basant sur des entrevues avec des combattants étrangers et leurs proches, la recherche néerlandaise a fourni d'importants renseignements sur le processus de radicalisation : en particulier, le processus peut se dérouler rapidement, et il est souvent peu susceptible d'éveiller les soupçons des

TSAS : Explorer les dimensions légales et sociales de la radicalisation  
Le 3 décembre 2014 – Hôtel Marriott Ottawa, Salle de bal sud – Ottawa, Ontario

proches avant qu'il ne soit trop tard. Les résultats de recherche soulignent que notre niveau de connaissances est limité, mais qu'il y a eu un changement marqué dans les motifs avec l'émergence de l'EI et du califat, et qu'il n'existe *pas de profil unique* pour les combattants étrangers. Ces individus ne sont pas pathologiquement malades, et ils diffèrent selon plusieurs dimensions sociodémographiques et de personnalité. La recherche a identifié quatre motifs distincts pour la radicalisation ou l'adhésion à des mouvements sociaux : 1) le besoin de sens (idéologie); 2) le besoin de justice (incitatifs instrumentaux); 3) le besoin de liens sociaux (identité); et 4) les besoins de niveau personnel (incitatifs sélectifs, comme la quête d'aventure ou des options de carrière limitées). Les efforts de désengagement doivent tenir compte du motif particulier de radicalisation; par exemple, ceux qui adhèrent dans une quête de sens ou de justice feront face à des obstacles normatifs au désengagement, alors que ceux qui cherchent des liens sociaux feront face à des obstacles affectifs, et ceux motivés par des incitatifs personnels ou sélectifs feront face à des obstacles de continuation.

Les connaissances sont insuffisantes, à l'heure actuelle, pour savoir quelles mesures politiques, à la fois les mesures répressives « dures » (p. ex. les interdictions de voyage, les arrestations et les procès) et les mesures préventives « douces » (p. ex. le travail avec les communautés et les familles), sont efficaces, alors l'Union européenne a rencontré une résistance politique dans la mise en œuvre de politiques pour aborder le problème des combattants étrangers.

### Recherche éthique sur le terrorisme

Ce segment a expliqué les obstacles éthiques de recherche auxquels fait face le projet du PCSS « Évaluation empirique de la vie de terroristes canadiens », qui se concentrera sur les expériences et perceptions personnelles de combattants étrangers actuels ou potentiels. Avant qu'on puisse collecter des données, le conseil d'éthique de recherche de l'université hôte doit approuver le projet, en respectant l'*Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*. Malgré le commencement de consultations éthiques approfondies en juillet, des modifications à la proposition d'éthique sont toujours en cours (en date du 3 décembre), en particulier en raison d'un manque de compréhension des études sur le terrorisme et de ses méthodes d'enquête au sein de la communauté de recherche plus large; du soupçon envers les partenariats gouvernementaux; et de préoccupations concernant les intérêts des participants et leur volonté potentielle de faire du mal aux chercheurs. Les séries subséquentes de révisions ont visé à satisfaire les préoccupations du conseil concernant le potentiel de contribution de la recherche au profilage racial, les risques pour les participants, les chercheurs, et même le personnel universitaire, la confidentialité des participants et des données, les questions légales, les obligations de divulguer les informations et la question de savoir si les participants et les travailleurs communautaires (servant de médiateurs pour identifier les participants) seraient rémunérés pour leur participation.

### Forums en ligne

Cette portion de l'atelier a abordé le rôle des forums en ligne dans le processus de radicalisation, et a inclus à la fois les résultats d'un projet de recherche réalisé et une discussion sur les processus méthodologiques de la recherche en cours. Le projet de recherche a examiné l'activité en ligne (non protégée par mot de passe) de sept extrémistes basés aux États-Unis, à l'aide d'analyse de contenu, pour obtenir des renseignements sur le processus de radicalisation. Alors qu'il existait des différences claires dans les modèles d'activité en ligne des individus (c.-à-d. la fréquence, le niveau d'agression, les sujets d'intérêt, le niveau de sophistication, etc.), il existait aussi des points communs. En particulier, tous les

TSAS : Explorer les dimensions légales et sociales de la radicalisation  
Le 3 décembre 2014 – Hôtel Marriott Ottawa, Salle de bal sud – Ottawa, Ontario

individus étaient extrêmement intéressés par la religion, en particulier au début de leur « vie en ligne », quand ils participaient aux forums dans une quête avide de connaissances religieuses. Au fil du temps, les individus ont démontré une fermeture progressive aux nouveaux renseignements. Dans la plupart des cas, ces individus ont aussi montré un dédain particulièrement prononcé pour les islamistes modérés.

La discussion méthodologique entourant les premiers stades d'un nouveau projet du PCSS, « L'émergence de l'extrémisme violent dans les réseaux de forum en ligne », cherche à examiner l'émergence de l'extrémisme violent dans les trajectoires de vie de participants à des forums en ligne (c.-à-d. une approche au niveau individuel, examinant les données personnelles des individus et les tournants dans les comportements en ligne) ainsi que l'effet des développements majeurs concernant l'EI en Syrie et en Irak sur la structure sociale des discussions de forum liées à l'EI (c.-à-d. les dynamiques de réseau et la génération de discours violents). La recherche a commencé avec le codage manuel de messages en ligne d'un utilisateur unique, en fonction du degré de violence et de la relation avec des événements de la vie (p. ex. l'entrée au collège, le mariage, la naissance d'un enfant, et des événements extérieurs). Comme le codage manuel de ces événements est infaisable à grande échelle, les chercheurs ont exploré l'analyse des sentiments, à l'aide du logiciel « SentiStrength ». Les scores de violence automatisés SentiStrength étaient en parfaite corrélation avec les scores de violence ouverte et suggérée du codage manuel, validant ainsi son exactitude. Le projet a également examiné l'influence d'événements externes dans l'activité d'ensemble du forum, qui a exploré le rôle des « leaders d'opinion » ou des « entrepreneurs d'idées » pour stimuler le débat sur des sujets, même quand l'activité initiale suivant l'évènement s'éteint.

Au niveau opérationnel, les connaissances recueillies grâce à l'étude des forums en ligne sont significatives, en particulier pour guider les efforts de déradicalisation. Par exemple, la logique de déradicalisation a précédemment cherché à exploiter des voix modérées dans la communauté musulmane. Cependant, si les individus radicalisés considèrent ces voix comme illégitimes ou indignes, cette logique est peu susceptible de fournir des résultats. Dans une veine similaire, identifier les caractéristiques des leaders d'opinion et de leur discours fournira des renseignements sur *comment* — et *grâce à qui* — on peut stimuler des réponses positives dans les forums en ligne. En identifiant les points vulnérables dans le processus de radicalisation (c.-à-d. au stade du développement des croyances, plutôt que de la consolidation), les efforts de déradicalisation peuvent mieux cibler *quand* intervenir et *qui* sera ouvert à l'intervention. La prochaine étape pour la recherche utilisant des données recueillies sur les forums en ligne est d'examiner l'interaction entre les comportements en ligne et dans le monde réel, et une comparaison entre les opinions présentées dans les forums ouverts et protégés par mot de passe.

### **Le programme de lutte contre l'extrémisme violent de la GRC**

La journée s'est conclue avec une présentation du nouveau programme de lutte contre l'extrémisme violent de la GRC, qui vise à engager les communautés au sujet de la radicalisation vers la violence en vue de diminuer la menace terroriste endogène grâce à la prévention dans le domaine pré-criminel. Le processus commence avec de la sensibilisation, de l'éducation, des outils et une implication multi-agence. C'est uniquement dans les cas où ces processus échouent que l'enquête criminelle, impliquant la perturbation, l'arrestation, les accusations et la poursuite, devient nécessaire. Certaines composantes du programme de lutte contre l'extrémisme violent ont déjà été testées, avec trente agents de la GRC entraînés à travers le pays; la GRC développe actuellement une équipe pour élargir le programme selon un format de « formation du formateur », pour engager les partenaires de la police municipale et les

TSAS : Explorer les dimensions légales et sociales de la radicalisation  
Le 3 décembre 2014 – Hôtel Marriott Ottawa, Salle de bal sud – Ottawa, Ontario

acteurs communautaires existants (p. ex. les professionnels de la santé, les conseils d'éducation, les services sociaux, etc.).

Au-delà du programme de lutte contre l'extrémisme violent, Sécurité publique Canada s'est activement impliquée pour aider les communautés à développer leur propre programmation d'intervention, leur fournissant les outils et les connaissances nécessaires pour intervenir de manière efficace dans le parcours de la radicalisation vers la violence. Une technique ayant connu des résultats positifs est celle des histoires : le ministère a créé des discours à la première personne, basés sur des éléments de divers cas de sécurité nationale, pour décrire les expériences personnelles de radicalisation vers la violence ou de combattants étrangers. Les histoires servent à faciliter la discussion sur ce que les membres de la communauté peuvent faire pour résoudre certains des problèmes, ouvrant ainsi la porte à l'intervention. La technique a vu un intérêt significatif de la part des communautés, et est préférable à offrir des listes de vérification impersonnelle d'indicateurs de radicalisation.

À un niveau général, les événements du 20 et du 22 octobre ont été un rappel tragique que la liste des terroristes endogènes du Canada augmente, et les communautés ont répondu positivement aux efforts préventifs. Cependant, pour générer une programmation de prévention et de déradicalisation plus efficace, nous avons besoin de plus de données concernant les processus ayant lieu dans des communautés vulnérables. Cet effort de recherche est vital à la fois pour les chercheurs et les responsables politiques, au Canada et à l'étranger.